



UNION LOCALE C.G.T. de BREST et sa REGION
Maison du Peuple – 2, place Edouard Mazé 29200 BREST

Tél : 02 98 80 09 29 Fax : 02 98 80 56 51
e-mail : ulcgtbrest@wanadoo.fr

Brest le 20 octobre 2011

Communiqué de l'Union Locale Cgt de Brest

**BREST DOIT RESTER LE PREMIER PORT DE REPARATION NAVALE EN FRANCE :
ZERO LICENCIEMENT, MEUNIER RESPONSABLE, L'ETAT DOIT INTERVENIR !**

F. Meunier a clairement dévoilé ses intentions concernant l'entreprise de réparation navale : dépôt de bilan et licenciement, recherche d'éventuels repreneurs.

Après avoir fait de confortables profits pendant des années, en imposant des conditions de travail lamentables avec des conséquences dramatiques, en bénéficiant des investissements publics importants, en bloquant avec ses amis de l'IUMM tous les projets de développement et de diversification du port de Brest ce patron entend décider aujourd'hui à lui seul de l'avenir de centaines de salariés et de familles sur le port de Brest.

Cela est inadmissible : Meunier doit rendre des comptes.

Brest est le premier port de réparation navale en France. Il s'agit d'une activité de portée nationale. Qui aujourd'hui pourrait accepter qu'il n'y ait plus en France de réparation navale ?

Le port de Brest est un pôle d'excellence internationale : il doit le rester. **L'activité de réparation navale n'appartient pas au patronat local : elle répond à des besoins qui entrent pleinement dans le cadre de la politique industrielle et dans le développement humain durable.**

Pour la Cgt, il est indispensable de développer une politique industrielle sur Brest dont les activités maritimes sont un point central.

Pour la Cgt, il faut développer toutes les activités : l'élaboration des navires ; les constructions neuves civiles et militaires ; la réparation navale ; les activités liées aux Energies Marines Renouvelables ; la déconstruction des navires ; les activités portuaires de logistiques et de services.

Toutes ces activités sont complémentaires et interdépendantes : il s'agit bien d'une logique territoriale de développement où Brest a tous les atouts dont un salariat de haut niveau professionnel.

Pour la Cgt, il n'est pas question d'accepter des licenciements ni à la Sobrena, ni ailleurs. Pour la Cgt pas question, non plus, d'accepter des mesures conjoncturelles d'arrangement entre patrons locaux qui ne permettent pas de solution durable.

Pour la Cgt, il n'est pas question que l'avenir industriel d'un territoire puisse se décider sans les salariés.

La Cgt exige, dans les délais les plus brefs délais, la tenue d'une « table ronde » réunissant les collectivités locales et régionales ; l'Etat ; les employeurs et la Cgt. L'Etat doit maintenant prendre ses ble responsabilités et organiser cette table ronde.

La CGT appelle ses syndicats, les salariés, les citoyens à manifester massivement Mardi 25 octobre 11 heures sous-préfecture de Brest.

